



Caisse de dépôts et consignations : le modèle français inspire le Burkina Faso

mercredi 10 janvier 2018, par Burkinapmepmi.com

L'opérationnalisation de la Caisse de dépôts et de consignations du Burkina Faso (CDC-BF) a été l'un des principaux sujets évoqués, le mardi 9 janvier 2018 entre le Premier ministre, Paul Kaba Thiéba et l'ambassadeur de France au Burkina Faso, Xavier Lapeyre de Cabanes.

En mai 2017, l'Assemblée nationale a validé la création d'une Caisse de dépôts et consignations du Burkina Faso (CDC-BF), en tant qu'outil d'investissements structurants et de financement du développement national. La mise en œuvre effective de la CDC-BF est en cours avec l'accompagnement du Groupe Caisse de dépôts de la France qui totalise deux siècles d'expertise dans ce domaine.

Les modalités de ce soutien français ont été examinées, le mardi 9 janvier 2017, au cours d'une audience que le Premier ministre Paul Kaba Thiéba a accordée à l'ambassadeur de France au Burkina Faso, Xavier Lapeyre de Cabanes. « La Caisse de dépôts et consignations du Burkina Faso est une création pour l'instant dans la loi. Elle le sera bientôt dans les faits. C'est pour cela que nous avons une coopération avec le Burkina Faso. C'est un instrument de financement de l'économie du Burkina Faso qui devrait lui permettre d'accélérer les financements d'infrastructures, de développer rapidement de l'économie du Burkina », a déclaré le diplomate français au terme d'une heure d'échanges avec le chef du gouvernement.

Il a précisé que c'est une expertise technique que l'Hexagone apportera dans le processus d'opérationnalisation de la Caisse de dépôts et consignations du Burkina Faso. « Nous avons en France une Caisse de dépôt depuis 200 ans. Elle ne fonctionne pas mal. Elle a beaucoup aidé à soutenir en permanence l'économie française dans le domaine du logement social, des prises de participation dans les entreprises françaises. L'idée c'est de reproduire ce modèle qui a bien fonctionné en France pour permettre aux entreprises burkinabè de se financer », a détaillé l'ambassadeur de France.

La coopération entre l'Institut international d'ingénierie de l'eau et de l'environnement (2IE) basé à Ouagadougou et les établissements français a aussi été évoquée au cours de cette entrevue. « 2IE est une institution d'enseignement supérieur qui fonctionne très bien et dans laquelle nous voulons un plus grand rapprochement entre les écoles françaises du même nom et 2IE », a souhaité Xavier Lapeyre de Cabanes.

C'est aussi avec un brin d'optimisme que la situation socioéconomique du pays a été abordée par les deux personnalités. « La croissance est ce qu'elle est. Elle n'est pas mauvaise. Avec la mise en œuvre du PNDES, au fur et à mesure, ça pourrait permettre d'améliorer les perspectives de croissance du Burkina. L'autre question après la croissance, c'est la sécurité sur laquelle nous sommes l'un des partenaires principaux du Burkina Faso. Et nous comptons le rester », a conclu M. Lapeyre de Cabanes.